

La planification opérationnelle d'un PCIAT ou la liberté d'action du COMANFOR

Organe du PC dont la seule vocation est l'aide à la décision, la cellule "plans – études" du PCIAT Licorne, a constitué pour le commandant de la force, sa véritable liberté d'action qui lui a permis en permanence d'anticiper et d'avoir toujours un temps d'avance sur les événements. Toujours informée par le commandement, au mieux de ses intentions, parfois de ses doutes et le plus souvent de ses interrogations, cette cellule a pu et a su garder, par la réflexion et les contacts multiples le temps requis indispensable pour éviter les surprises souvent inhérentes à toute crise et notamment au contexte africain.

Arrivée au plus fort de la crise d'Abidjan, à l'issue des accords de Marcoussis, c'est-à-dire à la fin de la première phase de la crise, appelée depuis "l'hémorragie des menaces", son action va consister à planifier les actions à conduire d'abord pour stabiliser la situation, ensuite pour accroître la sécurité, enfin pour éviter un retour de la crise, toujours possible dans ces périodes instables. Elle va de plus s'appliquer sur trois zones d'action foncièrement différentes : Abidjan où se concentraient tous les antagonismes politiques ; la LCLF (ligne de cessez le feu) où le retrait mutuel - et simultané - des belligérants pour créer une zone de confiance devait faire l'objet d'une action souple et coordonnée avec la MICECI ; et l'Ouest où les rivalités ethniques prévalaient et empêchaient tout retour au calme, tant qu'une ligne de séparation reconnue unanimement par tous n'était pas établie et contrôlée par les forces impartiales.

Pour éviter le retour à la crise, accroître la sécurité, assurer la liberté de circulation et surtout restaurer la confiance, la cellule a recherché dans ses travaux de planification la façon :

- de promouvoir et d'organiser, chaque fois que possible, l'action tripartite (Forces nouvelles/FANCI/LICORNE - MICECI),
- de limiter nos vulnérabilités initiales, notamment à Abidjan, où se trouvaient concentrés la plupart des ressortissants français et étrangers ;
- de garantir la sécurité des ressortissants, c'est-à-dire de planifier le plan d'évacuation et donc de l'étudier, le concevoir et l'expliquer aux différents îlotiers ;
- d'aider, sous forme de conseil, le gouvernement dans son travail quand il nous le demandait ;
- d'amorcer le processus de désarmement – démobilisation – réinsertion (DDR).

Pour cela, la cellule a entretenu des rapports fructueux avec une grande diversité d'interlocuteurs : J5 du COS, J5 de la MICECI, Consulat de France et îlotiers français, attachés de défense des ambassades occidentales, Groupe de contact Forces nouvelles – FANCI, conseillers de la Primature pour les travaux préparatoires à la mise en œuvre du programme DDR et membres de la Commission interministérielle "Echanges et Développement" pour la sécurisation des couloirs humanitaires et économiques, organisations internationales (CICR, PAM, UNHCR, etc.) et organisations non-gouvernementales, cabinet du Ministre des Transports et équipe dirigeante de la société SITARAIL pour la reprise du trafic ferroviaire.

Il était absolument indispensable d'entretenir et de développer des relations étroites et régulières avec ces interlocuteurs. Outre le fait qu'ils constituaient une source importante d'informations pour la compréhension de la situation, ces contacts permettaient d'influencer leur comportement et de leur faire comprendre quelques-unes de nos intentions, sans exposer directement le haut commandement de la force.

Cette cellule a surtout constitué pour le commandement un outil de réflexion, qui devait réfléchir et répondre en permanence à la question : "et si... ?". Il est certain que l'événement anticipé ne se déroulait jamais conformément à la planification, mais ce travail préalable de réflexion avait au moins trois avantages essentiels :

- d'abord, il nous donnait l'occasion de réfléchir sur un problème et donc d'avoir dégrossi la question auparavant, ce qui permettait de conduire les négociations ou d'en influencer le déroulement ;
- ensuite, il permettait "en ratisant large" de prévoir les scénarios catastrophes et donc de prendre des mesures appropriées pour qu'ils ne puissent pas survenir ;
- enfin, l'anticipation permettait de donner aux GTIA un certain éclairage sur leur action à venir ; ils pouvaient ainsi planifier à leur niveau leurs différentes activités et mieux organiser leur coordination.

En conclusion, on peut affirmer qu'un "G5" efficace permet non seulement au COMANFOR d'éviter toute surprise ou au moins d'en limiter la portée, mais surtout il lui apporte une maîtrise de la situation, qui est le cœur de sa liberté d'action.

Chef d'escadrons ROCOLLE, chef de la section préparation opérationnelle à la 6^e BLB et officier au G5 de Licorne II

Actualités CDEF

Le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) placé sous le commandement du GDI Gérard BEZACIER a été créé le 1^{er} juillet 2004 et les nouvelles divisions de ce centre (DAD, DEO, DSRO, DREX) ont repris les missions des anciens centres du CDES.

Tout personnel, militaire ou civil, concerné par la doctrine d'emploi des forces terrestres, y retrouvera dorénavant ses correspondants.

*

* *

Vos réactions aux informations parues dans Héraclès sont les bienvenues

Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
Lettre d'information Héraclès

BP 53
00445 ARMEES

Tél : 01 44 42 35 91 ou 01 44 42 59 86
PNIA : 821 753 35 91 ou 821 753 59 86
Fax : 01 44 81 29 00 ou 821 753 8 1 29
Mel : heracles@cdes.terre.defense.gouv.fr
(Internet)
stephane.carmes@cdes.terre.gouv.fr
(Intraterre)
Web : www.cdes.terre.gouv.fr

L'acteur et le penseur

Une bonne connaissance doctrinale facilite grandement la conduite des opérations. Il ne s'agit pas d'appliquer des schémas tout faits sur des situations paradoxales, complexes, multidimensionnelles et toujours uniques ; en revanche, il est utile de pouvoir disposer de repères qui guident notre action, mais ne la dictent pas.

Tel est le but de cette conversation imaginaire entre deux antagonistes : d'une part, le colonel FIGHTER, récemment auréolé de son action à la tête d'un GTIA en Côte d'Ivoire, et prochainement muté, d'autre part, le colonel BIGBRAIN, rédacteur à l'ex-CDES et en attente d'un temps de commandement.

Col FIGHTER : Avant de nommer un général, Napoléon avait l'habitude de demander : "Att-il de la chance ?"

Col BIGBRAIN : Oui, mais il a également dit : "il n'y a pas de plus grand scandale que de faire un métier que l'on ne connaît pas !"

Col FIGHTER : Il n'y a pas deux crises qui se ressemblent ! Quel rapport entre les Balkans et la Côte d'Ivoire ? On ne peut décemment pas tout enfermer dans des règlements. Le "feeling" du chef, la prise en compte de l'environnement et des antagonistes, ainsi que la nature de la mission sont essentiels.

Col BIGBRAIN : C'est sûr, mais comme le disait Clausewitz : "A la guerre, tout est simple, mais les choses les plus simples sont complexes" ; d'où la nécessité de disposer, au moment de la prise de décision, de repères ou de mains courantes qui nous guident et nous disent ce que l'on peut faire, mais il appartient au chef de décider ce qu'il doit faire.

Col FIGHTER : Oui, mais le terrain a toujours raison !

Col BIGBRAIN : Le terrain a raison, en ce sens que c'est lui qui écrit l'histoire ; mais n'oublions pas que l'histoire est parfois douloureuse ; en outre, le terrain reçoit les ordres du commandant de l'opération. Evitons de nous réfugier dans des formules toutes faites et passe-partout.

Col FIGHTER : C'est quand même autre chose de commander un GTIA dans un environnement hostile, pleins d'incertitudes, où le bon renseignement se mêle à la rumeur, et à plusieurs centaines de kilomètres de sa base arrière, que d'écrire des règlements, boulevard St Germain, en attendant d'aller déguster sa crème brûlée aux "100 000 mâchoires" !

Col BIGBRAIN : C'est sûr, mais à chacun son métier ; sans doute est-ce pour cela qu'il faut s'y préparer et profiter des périodes de mise en condition opérationnelle pour justement étudier ce que disent concepts et doctrines, car une fois en opération, il est trop tard.

Col FIGHTER : Encore faut-il qu'ils soient pertinents !

Col BIGBRAIN : La carrière militaire est ainsi faite, que celui qui est aujourd'hui sur le terrain, sera demain affecté à Paris, dans la "mine de sel", justement pour écrire directives, manuels, notices d'emploi, etc ; il devra alors faire appel en particulier à son expérience opérationnelle pour rendre concrets et pragmatiques ces documents. Car avant de valider, ils donnent lieu à de nombreux échanges interarmes et interarmées, pour garantir leur qualité. S'ils sont théoriques, ils se veulent aussi pragmatiques.

Col FIGHTER : Prenons les ACM. Ai-je besoin d'un manuel pour me dire de reconstruire l'école que nous occupons ? C'est du bon sens.

Col BIGBRAIN : Mais les manuels se veulent représenter le bon sens. Mais les ACM ne se résument pas à la construction d'école, elles incluent l'aide humanitaire, et si les armées n'y participent pas, elles doivent cependant travailler en coordination avec les OI et ONG ; le conseiller ACM peut également servir de conseiller juridique. C'est comme la communication opérationnelle...

Col FIGHTER : Parlons-en, elle est conduite par la cellule COM du CEMA.

Col BIGBRAIN : C'est vrai, mais la COM.OPS ne se résume pas à la communication-média ; elle comprend aussi la communication locale avec les médias environnants, la communication interne entre les GTIA et sans oublier les relations que l'on doit entretenir en permanence avec tous les acteurs de la communication...

Col FIGHTER : Vous verrez quand vous serez aux affaires que ce n'est pas aussi simple ;

Col BIGBRAIN : Vivement que j'y sois aux affaires. Et vous que devenez-vous au prochain PAM ?

Col FIGHTER : je dois rejoindre un nouvel organisme qui se crée cette année, à Paris, le CDEF, mais je ne sais pas encore ce qu'on y fait...

Général DARY, commandant la 6^e BLB, commandant tactique de Licorne

Actualités DEO

BRIGADOC 2004

Le deuxième stage de formation opérationnelle des commandants de brigade BRIGADOC s'est déroulé à l'Ecole militaire fin mai 2004 sous la direction du général adjoint doctrine du CDES.

Ce stage, baptisé "BRIGADOC" pour en souligner l'objectif, constitue la première phase de la nouvelle formation des généraux commandants de brigade, dont la création a été décidée par le général CEMAT en 2003. Son objectif est de préparer les futurs commandants de brigade quel que soit le type de celle-ci (BIA, BA, BFST, BL et BFA) à leur prochain emploi afin de leur permettre d'actualiser leurs connaissances relatives à l'environnement et à la doctrine d'emploi de la brigade interarmes dans le cadre d'un engagement opérationnel.

Outre les futurs commandants de brigade, ce stage regroupe les futurs adjoints directs (colonels adjoints et chefs d'état-major), ainsi que les futurs chefs d'état-major d'EMF.

Le programme de ce stage très bref (4 jours) est dense et n'a pas la prétention à répondre dans le détail à toutes les interrogations. En revanche, il a pour but de donner les connaissances et les clés de compréhension nécessaires à l'exercice de leurs prochaines responsabilités opérationnelles.

La représentation de l'ensemble des différents types de brigade permet d'enrichir considérablement les débats et de créer une plus grande synergie entre doctrine d'emploi, préparation opérationnelle et engagement des forces.

De plus, le choix de regrouper les nouveaux commandants de brigade et leurs adjoints directs (Colonels adjoints et CEM) qui permet une meilleure connaissance mutuelle, est un facteur important de cohérence et d'unité d'action, gage d'une plus grande compréhension et d'une efficacité opérationnelle accrue

Enfin, le stage est clos par le général CEMAT qui tient à faire part personnellement, en fin de session, de sa vision de la place qu'il souhaite donner à la brigade au sein de notre armée de terre professionnelle.

Colonel Jérôme de TARLÉ
Chargé de mission à la D.E.O. (ex CREDAT)

Le caractère global de la manœuvre : application au grand ouest ivoirien

Aujourd'hui plus qu'hier, du fait de la compression des distances et du temps et de l'interaction des problèmes, une manœuvre pour réussir doit être conçue globalement, afin d'être conduite au moment opportun, qui est celui où les facteurs clés en vue de l'atteinte de l'objectif visé sont le mieux réunis.

Le grand ouest ivoirien

Au printemps 2003, les belligérants se tenaient de part et d'autre d'une ligne de confrontation, séparés par le mince cordon de la ligne de cessez-le-feu (LCLF), transformée peu à peu en zone de confiance, à l'exception d'une bande de 150 km à l'Ouest du pays, sur laquelle aucun accord ne s'appliquait et donc source continue d'affrontements importants. Présents au sein du même gouvernement (accord de Marcoussis), les antagonistes étaient d'accord pour calmer la situation, mais incapables de le faire par eux-mêmes. Il s'agissait donc pour les forces impartiales de prolonger la zone de confiance, vide de belligérants et susceptible de voir une vie normale reprendre progressivement jusqu'à la frontière du Libéria.

Pour cela, un vaste déploiement en zone "hostile" d'un GTIA blindé constitué de 8 unités élémentaires, sur un quadrilatère de 150 km sur 100, a été planifié.

Le caractère global de la manœuvre

La "conquête" militaire d'une zone de confiance ne posait pas de problème tactique insurmontable au dispositif Licorne. Mais son succès, c'est-à-dire le caractère irréversible du processus et le retour progressif à une vie normale, était lié aussi à des facteurs, très éloignés des simples considérations opérationnelles et logistiques, et dont l'ignorance aurait remis en cause la finalité de l'opération, à savoir le retour durable de la paix dans cette zone :

- le feu vert des autorités locales et nationales, qui ont chacune leur rythme propre compte-tenu de leurs intérêts différents dans la résolution de la crise, ainsi que du comité de suivi et des pays contributeurs de la MICECI ;
- les délais à accorder aux belligérants pour convaincre leurs troupes et leurs populations de l'intérêt de l'évolution de la situation ;
- la prise de garantie de la possibilité de conduire les opérations sans accrochages, moins pour le risque de pertes que pour l'affaiblissement de la crédibilité du processus que ces dernières auraient pu provoquer ;
- la caution internationale donnée par la présence de troupes africaines dans le dispositif Licorne : le simple retard, pour des questions logistiques, des deux sections africaines de la MICECI a ainsi posé la question de la remise en cause des horaires de déclenchements des opérations ;
- le moment opportun sur le plan politique (français et local) ainsi que médiatique ;
- enfin, l'accord de principe des ONG et des OI, qui, une fois la sécurité assurée par le dispositif Licorne, devaient s'engager dans cette zone, afin que la population s'aperçoive très rapidement du changement de situation ; c'est la bataille pour la conquête des cœurs.

Ce caractère global de la manœuvre, même au niveau tactique, a plusieurs conséquences pour le chef du GTIA :

- les opérations ne sont pas conçues et déclenchées sur des critères principalement tactiques : les cadres doivent le savoir, l'accepter, et faire en sorte **de préserver l'essentiel pour réussir** ;
- une forte pédagogie est nécessaire au niveau des exécutants, pour entretenir leur ardeur et maintenir leur confiance, malgré des contraintes parfois déconcertantes pour les moins gradés ;
- les cadres doivent posséder **une bonne culture opérative et politico-militaire** d'une part, tout en étant très réactifs et pragmatiques dans leur travail de rédaction des ordres d'autre part ;
- **la culture du renseignement**, qui permet de déceler le moment où telle condition est remplie ou va l'être, est essentielle. Elle doit imprégner tous les niveaux de la hiérarchie ;
- **un dialogue confiant et serré entre le GTIA et son chef hiérarchique** est essentiel, tant il est vrai que chacun a ses raisons qui doivent être entendues par l'autre, mais que l'oubli d'un paramètre dans la manœuvre ou une mauvaise mise en œuvre d'un autre peuvent avoir des conséquences opposées à l'objectif final voulu.

Colonel Eric MARGAIL, chef de corps du 2^e REI et Commandant du GTIA OUEST de LICORNE

Actualités DEO

SICF à fond !

Le système d'information et de commandement des forces (SICF) est l'outil de commandement par excellence des états-majors opérationnels de niveau 1 à 3. Les exercices majeurs : OPERA 3T, GUIBERT 2004 et AURIGE 11 BP, illustrent les progrès réalisés dans l'appropriation de ce système et mettent en lumière le changement qui s'effectue dans les mentalités.

*Dans les CO, les ordres opérationnels sont rédigés en mode coopératif, la messagerie formelle devient prépondérante, les travaux des cellules sont publiés dans l'espace public, les situations tactiques de référence sont établies à partir d'un ordre de bataille électronique de plus en plus exhaustif. Ces feuilles tactiques sont projetées sur grand écran lors des points de situation. Certes, les procédures méritent encore d'être affinées afin de mieux partager l'information au sein des CO. **Mais les fondamentaux sont acquis et l'heure est au perfectionnement.***

*De plus, le SICF V2 qui sera déployé en 2005 sera bien plus convivial et offrira de nouvelles ressources particulièrement adaptées au travail collectif de l'état-major et des cellules spécialisées. Ses fonctions de base restent identiques à la version V1.8 actuellement en service. Dans cette mesure, **l'appropriation de la V1.8** dont les performances séduisent déjà nos partenaires européens **constitue un bon investissement sur l'avenir.** Cet avenir sera marqué, à court terme, par l'interconnexion avec le système d'information régimentaire (SIR), **perspective qu'il convient de préparer dès maintenant.***

S'il reste des sceptiques, il importe de les rassurer en affirmant qu'il n'est pas question de renoncer aux savoir-faire d'un mode de fonctionnement dit "dégradé" (carte papier et phonie) qu'il convient de conserver. Mais il est clair maintenant, et l'exercice CORTEX l'a démontré (voir l'article dans cette édition), que les états-majors ne peuvent plus se permettre de se priver d'un système qui est de nature à accélérer le processus décisionnel et à mieux appréhender la complexité de l'environnement.

Lieutenant-colonel Philippe IACONO,
CDEF/DEO, ex CREDAT

Comment l'approche juridique augmente-t-elle la liberté d'action du chef ?

L'absence de cadre juridique des opérations extérieures n'est aujourd'hui un secret pour personne, puisque le droit français ne reconnaît que deux cadres, la paix et la guerre. Or nous vivons depuis quelques années une situation, où si la guerre est devenue impossible, la paix reste improbable ! Pourtant, un cadre juridique existe et même tend à se préciser au fil des ans, des OPEX, et des "lessons learned", si bien que l'on peut affirmer aujourd'hui que, sans entrer dans une judiciarisation excessive des conflits, une approche "opérationnelle" du cadre juridique guide le commandement dans la conduite de la crise, renforce le fondement de son action et facilite la gestion des événements.

Généralement, le contexte juridique d'une intervention se fonde sur trois données de portées différentes :

- la légitimité de l'intervention, qui répond à la question : "de quel droit intervient-on ?" ;
- les règles de conduite des opérations, qui font suite à l'interrogation : "quelles règles doivent guider mon action ?"
- les règles d'engagement (ROE), qui apportent une réponse à la demande du subordonné : "que dois-je faire ?" ;

Pour éclairer ces propos, on peut les transposer à la conduite automobile : la légitimité serait le permis de conduire, les règles de conduite le code de la route, et les ROE les consignes au chef de bord.

La légitimité de l'intervention en Côte d'Ivoire

L'intervention française bénéficiait et bénéficie toujours d'une triple légitimité : les accords de défense qui lient les deux pays depuis l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance en 1961 ; la demande officielle du Président GBAGBO, faisant appel à la France en septembre 2002, en raison de l'urgence de la menace ; la résolution 1464 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 4 février 2003, qui faisait suite aux accords de Marcoussis et à laquelle la France tenait pour renforcer la légitimité de sa présence dans le pays aux yeux de la communauté internationale et ne pas être seule impliquée dans la crise.

Ces arguments ont largement été utilisés par les forces françaises, d'une part pour couper court aux procès d'intention récurrents de "l'action néo-colonialiste" de Licorne, d'autre part pour rappeler à tous les antagonistes que nous étions là, à la demande du pays et du président, pour l'aider à sortir de la crise.

Les règles de conduite des opérations

Le champ de notre action était encadré par plusieurs documents :

- d'abord, le droit des conflits armés, qui, avec les conventions de Genève et de La Haye nous ont été utiles notamment pour la prise en compte des "Limas" qui étaient venus se rendre dans notre dispositif ;
- ensuite et surtout, la résolution 1464 qui plaçait le dispositif français et la MICECI sous chapitre VII, ce qui autorisait l'ouverture du feu pour préserver la liberté de circulation, faire respecter la ligne de cessez-le-feu, empêcher les exactions contre la population et, d'une manière plus générale, faire respecter le mandat fixé. Outre la liberté d'action conférée par le chapitre VII, qui n'est plus à démontrer, il est à noter que la notion de "forces impartiales", attribuée à Licorne et à la MICECI, a pu être officiellement reconnue pour bien montrer que nous étions impartiaux, et non pas "neutres", devant l'application du mandat, si bien que toute personne qui n'aurait pas respecté les termes du mandat, s'exposait de facto à notre action.

Les ROE

A partir de ce cadre juridique, il appartenait alors au commandement de le traduire en ordres, précis et concis, pour qu'ils puissent être compris et appliqués jusqu'au plus bas niveau hiérarchique, c'est-à-dire la sentinelle ou le chef de bord. L'ouverture du feu était autorisée dans trois cas : la légitime défense individuelle et collective, pour tous les personnels de Licorne et de la MICECI, ainsi qu'à la population placée sous notre protection ; la liberté de déplacement nécessaire à l'accomplissement de la mission ; et la surveillance de la LCLF.

La mise en œuvre de ces ROE appelle deux remarques fondamentales :

- tout d'abord la nécessité de les mettre en œuvre **avec discernement** ; nous étions dans un pays ami et souverain, et il devait être clair pour tous, par exemple, que la liberté de circulation exigée sur la LCLF ne pouvait être la même dans Abidjan. De même pour les règles d'ouverture du feu...
- Par ailleurs, ces règles doivent être complétées par des règles de comportement, tout aussi importantes, car du comportement quotidien du soldat français, fondé sur la réversibilité, la sécurité et l'humanité, renaissait la confiance de la population et permettait alors de gagner la "bataille des cœurs" !

Lieutenant-colonel d'ANDOQUE,
assistant militaire du général commandant tactique de l'opération Licorne

Actualités DEO

L'exercice CORTEX

En se fondant sur les conclusions de l'étude action terrestre future (ATF), relatives au commandement d'une force numérisée, et en s'appuyant sur la simulation, le CDES/CREDAT a étudié les conséquences de la numérisation sur l'organisation et le fonctionnement internes du CO de l'échelon brigade. Du 10 au 12 mai, s'est déroulé au centre JANUS de l'école d'état-major de COMPIEGNE, l'exercice CORTEX (Centre Opérations Réduit à Titre d'Exercice).

L'objectif était de faire jouer à un centre opérations réduit aux cellules essentielles certaines phases du thème tactique "La Rochelle", bien connu des stagiaires du CSEM. La chaîne numérique était quant à elle complète puisque JANUS fut prolongé par SIMSI (Simulateur des systèmes d'information), ce qui revenait à simuler l'interconnexion de la triade SIT-SIR-SICF et permettait d'obtenir une image de la situation tactique en temps quasi réel.

L'exercice s'est déroulé selon trois configurations :

- CO traditionnel (cloisonnement des cellules ; mise à jour manuelle du SICF ; tenue à jour de cartes papier),
- CO intermédiaire (regroupement de certaines cellules ; mise à jour manuelle du SICF ; partage d'une carte de situation tactique commune numérisée),
- CO futur (regroupement de tout ou partie des cellules conduite, situation - synthèse, renseignement, 2D, 3D ; mise à jour automatisée des données ; partage d'une carte de situation tactique commune numérisée).

*Si les fonctionnalités traditionnelles du CO ne sont pas à remettre en cause, **de nouvelles capacités doivent pouvoir être prises en compte** : la gestion des actions de circonstance (appelées parfois "d'opportunité") et la gestion d'une information toujours plus dense.*

*Des gains substantiels sont envisageables, tant en ce qui concerne la rapidité de circulation que la qualité de l'information, dès lors que la logique du **travail en réseau** est privilégiée. En effet, la mise à jour automatisée en temps quasi réel de la situation tactique de référence, **impliquant la disparition de celle des cartes papier**, facilitera le travail coopératif, éventuellement à distance, contribuant à l'obtention de la supériorité décisionnelle.*

suite page suivante

L'unicité de commandement au service d'une logistique opérationnelle

L'idée que la logistique est indissociable de la tactique et participe au succès de la manœuvre n'est plus aujourd'hui sérieusement contestée. Pourtant, l'étroite association des logisticiens à la conception d'une opération n'est pas encore une réalité et les débuts de Licorne l'ont d'ailleurs montré. Mais peut-être, avons-nous ébauché en Côte d'Ivoire une méthode qui peut intéresser ceux qui cherchent des solutions logistiques à minima tout en préservant l'efficacité du soutien opérationnel des combattants : il s'agit de **l'unicité de commandement** qui nécessite l'intégration au niveau de l'état-major, détermine la cohabitation harmonieuse des forces projetées et prépositionnées et permet la réduction de l'empreinte logistique.

Un commandement intégré

L'organisation du soutien de l'opération Licorne est conforme à l'instruction 1299 de juillet 1996, qui stipule qu'en opération nationale le PCIAT peut remplir les missions du COMSOUTHEATRE. Celui-ci devient alors adjoint du commandant de théâtre et perd ses responsabilités de commandement. C'est l'intégration de la division logistique de la chaîne ADCONFRA, si controversée, au sein du PC de l'opération. Ce modèle est souhaitable en opération nationale, mais ne saurait être une réponse unique à tous les types d'engagement des armées françaises. On retrouve sensiblement là le PC division d'avant la refondation.

L'adjoint logistique participe à la définition de la politique générale du soutien et établit une liaison technique avec le sous-chef d'état-major logistique qui conçoit et conduit la logistique opérationnelle en coordonnant l'action des bureaux J1, J4 et J8. Cette organisation qui engendrait également la direction du commissariat, a nécessité une bonne coopération entre les personnes pour permettre la circulation des informations et la préparation des décisions qui restent du ressort de l'état-major.

L'unicité de commandement a généré l'unité d'action et décuplé la synergie de toutes les composantes de la force au service de la décision du chef interarmes.

Une cohabitation responsable

Conduire une opération de cette envergure est une première sur le territoire africain. Le 43^e BIMA, parfaitement réactif et disponible, a permis que l'opération Licorne débute dans d'excellentes conditions et il a légitimé, par son action, la pertinence du prépositionnement. Il a permis une projection instantanée car il détient les portails indispensables d'entrée sur le théâtre que sont le groupement des approvisionnements, le dépôt de munitions et l'élément de transit.

La réponse à l'augmentation des effectifs qui a consisté à renforcer les structures existantes a trouvé ses limites dès le mois de novembre avec 1700 hommes sur le théâtre. Mais la projection d'un détachement logistique, colocalisé, a été une réponse tardive, incomplète et inadaptée. En effet, elle n'a pas permis de créer la rupture par création d'une chaîne de logistique opérationnelle unique de bout en bout comme ailleurs. Les tâches ont été réparties entre BSVIA et DET-LOG en essayant de respecter, au mieux, les spécificités des deux entités et de fédérer au cœur de la même mission, un personnel en séjour de longue durée avec famille et un personnel projeté en OPEX pour quatre mois.

L'unicité de commandement a aplani les tensions qui naissaient parfois de l'impossible partage rigoureux des tâches entre deux organismes de soutien logistique.

Une empreinte réduite

L'unicité de commandement donnait au chef interarmes la "possibilité" d'affecter les effectifs et d'harmoniser le poids respectif des fonctions commandement, combat et logistique.

Ainsi, la répartition était la suivante : la fonction état-major représentait 15%, la fonction combat 66% et la fonction logistique 19% des effectifs, ce qui est peu en comparaison d'autres théâtres mais qui s'est avéré suffisant malgré l'immensité du territoire et la dispersion des unités. Les effectifs logistiques étaient répartis par moitié, au premier et au deuxième échelon de combat. En outre, l'intégration au PCIAT de la totalité du commandement logistique, DIRLOCAT comprise, a aussi limité l'inflation des effectifs de l'état-major.

L'unicité de commandement a permis de rendre plus efficiente la logistique opérationnelle tout en limitant l'inflation des effectifs.

L'existence de deux commandements pour la chaîne des forces n'est pas une réponse unique à toutes les situations auxquelles est confrontée l'armée de Terre sur un théâtre d'opération et Licorne aura prouvé et le prouvera encore, avec la mise en place des forces de l'ONU, la pertinence des textes, l'importance de leur connaissance mais aussi l'indispensable adaptation des principes doctrinaux à la situation tactique.

En conclusion l'unicité du commandement est tout simplement souhaitable, réglementaire et efficace.

Colonel Thierry DAUNAY, expert mouvement à l'inspection de la fonction logistique et adjoint logistique du général commandant l'opération Licorne (février/juin 2003)

Actualités DEO

L'exercice CORTEX

(suite de la page précédente)

En conséquence, l'organisation de certaines fonctions et la configuration du CO sont à reconsidérer. Désormais, le CO s'articule autour de trois pôles :

- une cellule "manœuvre future",
- une cellule "manœuvre en cours" composée de deux sous-cellules : synthèse - réaction (chargée des actions de circonstance) et situation - conduite (conduite de la manœuvre), agencées face à la carte numérisée de référence, **cœur du CO**,
- des DL et des équipes spécialisées.

Il reste maintenant à valider ces conclusions lors du prochain exercice des forces numérisées et à approfondir la réflexion afin d'adopter un modèle d'architecture type.

Colonel Jean-Marc WASIELEWSKI,
CDEF/DEO, ex CREDAT

Actualités DSRO

Agenda des prochains mois

Juillet - Livraison et essai SCIPIO VO.4.

DSRO PARIS

Août - Installation nouvelle plate-forme

JANUS.

DSRO PARIS

Septembre :

(06-10) - Installation nouvelle plate-forme JANUS.

EAI MONTPELLIER

(13-16) - 6^e Forum JANUS France.

ESAG ANGERS

(16-22) - Installation nouvelle plate-forme JANUS.

EAABC SAUMUR

(27) - Installation nouvelle plate-forme JANUS.

ESAG ANGERS

(28-29) - Séminaire simulation Armée de terre.

CEPC MAILLY

Les vertus de la communication opérationnelle interne

“Alors, mon colonel, et maintenant quelles sont les nouvelles ?” Cette formule si souvent entendue après l’échange des banalités d’usage et le partage “de l’eau et de la noix de cola” résume à elle seule le poids de l’oralité en Afrique et laisse clairement entrevoir la part que la communication opérationnelle a pu prendre dans le dénouement de la crise ivoirienne. A l’inverse, on mesure encore parfois mal le rôle que joue la communication interne dans le succès des missions confiées aux GTIA : témoignage du chef du GTIA sud/Licorne II.

Les éléments de langage, garde-fous de l’action du GTIA

Au-delà de la vocation externe de la communication opérationnelle dont l’intérêt n’est plus à démontrer, les éléments de langage jouent un rôle majeur dans l’accomplissement de la mission. Elaborés comme le prolongement naturel du “en vue de” du chef de GTIA, ils donnent du sens à l’action tant il est vrai qu’un simple verbe à l’infinitif ne suffira jamais pour préciser l’esprit dans lequel le chef tactique entend que soit remplie la mission. Répétés voire bachotés à tous les niveaux, du chef OPS aux chefs de groupe en passant par les capitaines et les chefs de sections, ils sont les garde-fous des éléments isolés lorsqu’ils sont confrontés à des situations “non conformes” ou plus simplement dans l’action quotidienne auprès des antagonistes de tout bord et de la population.

Les vertus du dialogue de commandement

Les élongations des zones de responsabilité des unités élémentaires et des GTIA conduisent de plus en plus souvent à exercer un commandement tactique par NTIC interposées (Carthage, fax, etc.). Or compte tenu du caractère rapidement évolutif des situations, du particularisme de chaque secteur ou sous-théâtre, il est de plus en plus nécessaire de mettre le dialogue entre chefs et subordonnés au cœur du commandement ; d’abord, pour s’assurer que tous sont bien au diapason de l’esprit de la mission et ensuite pour connaître in situ les difficultés rencontrées par les subordonnés ; des “back-briefs”, des réunions de commandement réguliers ou même des échanges téléphoniques restent la meilleure garantie de la cohérence de l’action du GTIA, voire au-dessus de tout le dispositif Licorne.

Quelques enseignements

De cette expérience en République de Côte d’Ivoire, le 21^e RIMa aura retiré plusieurs enseignements :

- Les éléments de langage ne jouent pleinement leur rôle qu’à condition qu’ils soient cohérents avec l’intention et le mode d’action choisi par le GTIA.
- Chaque théâtre ou sous-théâtre possède des caractéristiques qui leur sont propres (les Baoulés ne sont pas les Mandingues et Abidjan n’est pas la “brousse”). Les éléments de langage fixés par le PCIAT doivent être adaptés par chaque GTIA en fonction de la cible visée, de l’effet tactique à obtenir et des situations locales.
- Les éléments de langage doivent être uniques et simplifiés, du chef de corps au Marsouin, le niveau de responsabilité de chacun permettant d’en développer les attendus en fonction des interlocuteurs rencontrés.
- Plus les NTIC prendront de l’importance dans la transmission des ordres et plus la notion de dialogue de commandement restera primordiale.

Colonel D. CASTRESs, chef de corps du 21^e RIMa et commandant du GTIA SUD

Actualités DSRO

L’étude “Bataillon de renseignement multicateurs expérimental” (BRM Ex)

S’appuyant sur le concept ISTAR (Intelligence Surveillance Target Acquisition and Reconnaissance) de nos alliés, il s’agit de mener une réflexion sur la pertinence de la mise sous OPCON d’un PC de division OTAN d’un bataillon composé de capacités de recherche du renseignement multicateurs.

Cette étude a naturellement conduit le Centre d’enseignement et d’études du renseignement de l’Armée de terre (CEERAT) à exprimer le besoin d’un outil de simulation dédié au renseignement à la Division de simulation et de recherche opérationnelle (DSRO/ex-CROSAT) permettant de représenter et d’évaluer les capteurs du BRM, l’objectif étant de contribuer à rechercher une synergie optimale des différents capteurs d’origine humaine, imagerie et électromagnétique.

La DSRO, en collaboration avec l’entreprise EADS, a donc développé à partir de la simulation JANUS bien connue des forces et du logiciel COSMOS de simulation des systèmes d’acquisition, de diffusion et d’exploitation du renseignement, une plate-forme permettant de coupler ces deux outils. Il s’agit, pour l’armée de terre, de la première réalisation d’une fédération de simulations. On combine ainsi les points forts de ces deux simulations : la validation par les opérationnels des modèles tactiques de JANUS d’une part et la simulation des émissions électromagnétiques de COSMOS d’autre part.

Cette fédération JANUS-COSMOS, encore au stade de démonstrateur, devrait permettre d’obtenir des évaluations des capacités de renseignement du BRM et de ses modes d’action. Les premiers résultats sont jugés très prometteurs, en particulier dans un contexte où l’on rencontre des difficultés à disposer de troupes pour conduire les expérimentations tactiques.

Cette étude doit aboutir à la fin du premier semestre 2005.

Chef de bataillon P. POITOU, CDEF/DRSO

Un outil essentiel : la communication opérationnelle (COMOPS)

Approuvée par le CEMA le 03 février 2003, la directive de communication n° 20, provenant de la CELL.COM de l'EMA stipulait qu'il fallait résolument travailler avec les médias pro-gouvernementaux, obtenir au plus vite le rétablissement des émissions radiophoniques de RFI, BBC, ALL AFRICA, afin d'offrir aux citoyens ivoiriens le droit à la pluralité de l'information, faire diminuer le dénigrement contre la force Licorne. Diffusée après la signature des accords de Linas-Marcoussis, cette directive était à mettre en œuvre, au plus vite, mais dans un pays souverain, la RCI, qui traversait fin janvier 2003, une période très délicate pour tous les acteurs de la crise.

Il devenait nécessaire de :

- faire un point de situation sur la perception de la présence de la force Licorne ;
- structurer et coordonner la communication des autorités militaires, du porte-parole (PP) et des commandants de GTIA, via leur OCI ;
- conserver un lien étroit avec la cellule de communication de l'EMA, responsable de la communication de l'opération et ayant une vision politico-militaire, que nous n'avions pas toujours sur le théâtre.

La finalité de la COMOPS appliquée à ce théâtre visait à faire adhérer les opinions publiques française et surtout ivoirienne, sans oublier la dimension internationale ; il s'agissait d'expliquer et d'affirmer le rôle de la France sur la scène internationale, de valoriser l'image de la force Licorne et de la MICECI, et enfin de participer au maintien du moral de la force en luttant contre la désinformation quasi-systématique de certains médias locaux.

La COMOPS s'est articulée alors autour des quatre piliers, fixés dans la doctrine de 2003 :

- **la communication médias** : conçue et dirigée par la cellule COM du CEMA, elle était relayée sur le théâtre par des actions aussi variées que les revues de presse, les contacts permanents avec les médias internationaux présents, l'amélioration des relations avec les médias locaux, d'abord par le porte-parole puis par le COMANFOR (*Frat-Mat, RTI Radio, TVCII & RTI TV, Soir Info,...*), l'analyse de la presse locale, la surveillance des retombées sur Internet ;
- **la communication locale** : elle visait à mettre en valeur, auprès des médias locaux, avec pour cible la population ivoirienne, le rôle de Licorne et de la MICECI, les actions conduites par la cellule ACM récemment créée, le rôle des médecins à travers l'aide médicale gratuite (AMG), le rôle stabilisateur des GTIA (interventions vers des radios et rédactions locales, comme Radio-Guiglo pendant le contrôle du grand ouest), sans oublier la nécessité de "démonter" les rumeurs, les contre-vérités et les bruits divers dont la force Licorne pouvait être l'objet ;
- **la communication interne** : elle consistait à diffuser chaque soir à chacun des chefs de GTIA le point de situation du PCIAT, l'appréciation de situation du COMANFOR, ses orientations, ses préoccupations, ainsi que des directives de communication, des éléments de langage, sans oublier une synthèse de la presse ivoirienne. En dépit de l'éclatement et des distances, ce lien quotidien permettait de rester "en phase" et surtout de faire passer des messages, que la structure des cadres d'ordres réglementaires permet difficilement ;
- **les relations publiques** : il faut rappeler qu'elles sont la "partie immergée de l'iceberg", car il s'agit bien d'établir puis d'entretenir des liens suivis et, si possible affectifs avec l'ensemble des organismes traitant de communication et d'information : les organisations à vocation internationale (UNICEF, ONU, etc), nos homologues de l'EMA ivoirien, le service de communication de la Présidence, les rédacteurs en chef de la RTI TV & Radio ou de "24 Heures", les ressortissants français, libanais, le personnel de l'Ambassade de France, de certains ministres du gouvernement et bien sûr de l'état-major de la MICECI, ...

Bien que très éloignée des expériences balkaniques et des "guidelines" de l'OTAN, l'action entreprise a porté ses fruits dans au moins trois domaines perceptibles : l'autorisation accordée par la Présidence aux stations radio internationales de réémettre (mars 2003), la couverture médiatique des premières réunions gouvernementales à Yamoussoukro et à Bouaké et la gestion de la communication de crise sur l'opération conduite vers le grand ouest (mai 2003). Il était alors loin le temps où la presse locale parlait en couverture de "sous-marin dans la lagune", de "coup d'état conçu par la France" ou des "rations livrées par conteneurs aux rebelles" !

Lieutenant-colonel Philippe PERRET,
porte-parole de Licorne et CONSCOM du COMANFOR (janvier-juin 2003)

Actualités DSRO

GUIBERT HERMES 2004 :

le maintien en condition opérationnelle (MCO) du logiciel de simulation BBS-France

A l'instar de GUIBERT 2002, le nouveau millésime de cet exercice de niveau division s'est joué en CAX avec, pour support, le logiciel de simulation BBS-FRANCE développé au CROSAT (Centre de recherche opérationnelle et de simulation de l'Armée de terre) par sa section MCO-BBS.

On se souvient qu'en 2002, il avait été demandé au logiciel de simulation d'aller bien au-delà de ses performances testées et que, malheureusement, les dernières heures de l'exercice n'ont pu s'appuyer sur BBS à cause d'une panne majeure provoquant alors un gel de la manœuvre d'une douzaine d'heures avant d'atteindre les 150 heures de jeu demandées.

Depuis, les développeurs du CROSAT ont donc travaillé à améliorer le simulateur en profitant des retours d'expériences de GUIBERT 2002 et des différents AURIGE joués depuis au CEPC (Centre d'entraînement des postes de commandement de Maily). Ils ont veillé à corriger un maximum de dysfonctionnements ou bugs, à améliorer les fonctionnalités offertes par le logiciel et enfin à mettre en place une sorte de protocole de reprise à chaud mêlant modifications du code du programme et procédure de mise en œuvre. Ce processus reste cependant assez lourd et ne s'achève qu'au bout de plusieurs heures. Il permet, à la reprise du jeu, de retrouver une situation quasiment identique à celle d'avant la coupure de jeu avec surtout une mémoire nettoyée de toutes ses données corrompues.

BBS-FRANCE est devenu maintenant un logiciel de simulation fiable pour tous les AURIGE, exercices de niveau brigade, ou les HERMES, exercices pour les brigades logistiques, organisés par le CEPC. Par sa participation au succès de l'exercice de GUIBERT-HERMES 2004, il a aujourd'hui prouvé sa capacité à soutenir un exercice de niveau division et termine ainsi son cycle d'évolution, le remplacement du simulateur BBS-FRANCE par son successeur SCIPPIO étant programmé en 2005.

Chef de bataillon TARD, CDEF/DSRO

Les règles d'engagement : rigueur et facilité de mise en oeuvre

Des conditions d'engagement de plus en plus contraignantes...

Les opérations menées aujourd'hui sur de nombreux théâtres (Afghanistan, RCI, Congo...) se caractérisent par une très grande décentralisation des responsabilités liée à l'éloignement des postes, à la mauvaise praticabilité des pistes, à la précarité des liaisons, ce qui préfigure ce qui est communément appelé "le combat en zone lacunaire".

Le cadre d'emploi des forces étant généralement celui de la maîtrise de la violence, l'imprévisibilité et la brutalité des événements imposent néanmoins, de plus en plus souvent, au chef d'élément isolé, quand ce n'est pas au combattant individuellement agressé, de pouvoir réagir très vite, transformant les règles d'engagement quasiment en acte réflexe. Ainsi, accrochages, incursions dans les enceintes militaires, mouvements de foule dégénérant en actes violents, sont autant d'incidents vécus au quotidien par les forces déployées dans le cadre de l'opération Licorne en République de Côte d'Ivoire, et qui nécessitent la mise en œuvre de règles strictes, aisément compréhensibles et connues par la base. Ces règles doivent permettre aux troupes de conserver leur capacité de réversibilité.

...qui imposent d'agir dans un cadre précis...

Le code du soldat précise dans son article 3 que ce dernier "maître de sa force, respecte l'adversaire et veille à épargner les populations".

Détenteur de la force, le combattant, quel que soit son grade, doit la mettre en œuvre dans un cadre légal qui traduit clairement les décisions des autorités de l'Etat, en accord avec les exigences morales et les règles du droit international. Les règles de comportement auront donc pour fondements la force maîtrisée, l'exemplarité, et la dignité humaine.

L'article 4 du code du soldat stipule, que celui-ci doit "obéir aux ordres dans le respect des lois, des coutumes de la guerre et des conventions internationales".

L'obéissance aux ordres étant l'exigence fondamentale de notre métier, celle-ci doit contribuer à l'excellence professionnelle et doit solliciter un investissement personnel strict en conformité avec les règlements nationaux et internationaux. Ces règles vont au-delà du principe traditionnel de la "légitime défense élargie aux personnes et aux matériels dont on a la charge". Elles donnent à la légitimité de l'engagement son caractère légal et s'appuient sur la droiture, la discipline et l'obéissance.

...avec des règles claires, connues jusqu'au plus bas niveau.

Ainsi, bannissant le traditionnel "catalogue" qui vient souvent s'ajouter aux nombreuses et épaisses annexes de l'ordre d'opération (les plus longs textes sont souvent les moins lus), les règles d'engagement¹ doivent faire l'objet d'une rédaction concise, tout en cherchant à recenser un maximum de situations critiques possibles. Elles doivent être claires, et donc compréhensibles par les échelons les plus bas de la hiérarchie et ne doivent laisser aucun doute quant à leur interprétation.

Leur rédaction constitue un travail majeur pour le commandement qui doit, d'une part, imaginer le plus de scénarios possibles pouvant survenir sur le théâtre et, d'autre part, le souci de "faire court" pour qu'elles soient facilement comprises et apprises par chaque combattant.

Préparées et rédigées par le commandement, lues, répétées et commentées par les cadres de contact (niveau chef d'élément isolé) avant chaque mission, elles doivent faire l'objet de l'attention particulière des chefs de tous niveaux et être ancrées dans chaque combattant par une pédagogie concrète.

Celles qui revêtent un aspect permanent peuvent avantageusement faire l'objet d'une synthèse, rédigée sous la forme d'une courte fiche (format poche), et distribuée individuellement.

Loin de constituer un carcan, les règles d'engagement délimitent de façon précise la marge d'initiative du combattant et contribuent de surcroît à sa sauvegarde et à celle de ses camarades.

¹ Les règles d'engagement sont à différencier des règles de comportement, malgré leur caractère naturellement complémentaire.

Actualités DSRO

SCIPPIO : premier exercice en vrai grandeur

Le système SCIPPIO, destiné à remplacer BBS au CEPC en 2005, est actuellement en cours d'expérimentation à la DSRO. Ce système destiné à l'entraînement des PC de niveaux 2 et 3 a pour objectifs principaux de réduire de manière significative le nombre d'opérateurs nécessaire à l'animation d'un exercice de type AURIGE, GUIBERT ou HERMES et de permettre l'entraînement des unités numérisées.

Pour réduire le nombre d'opérateurs, SCIPPIO modélise une certaine forme d'intelligence de situation qui permet à chaque pion - de niveau section - de mener des missions de façon autonome et d'évaluer en permanence le meilleur comportement à adopter en fonction de sa doctrine d'arme, sa situation interne et son environnement. Une part importante du travail réalisé par l'opérateur sur BBS sera donc exécutée automatiquement par la simulation. SCIPPIO va encore plus loin en introduisant des automates capables de commander des pions et de mener, en autonome, des missions de niveau compagnie. Ce système est ambitieux. Il suppose que chaque pion ou chaque automate soit capable de réaliser des missions conformément à la doctrine et réagisse aux événements de manière réaliste. Pour guider les industriels et vérifier le réalisme de la modélisation des pions et des automates, la DSRO fait appel à l'expertise des DEP qui participent depuis longtemps à la définition et à l'expérimentation des modèles. Le développement du système complet s'appuie quant à lui sur l'expérience acquise sur BBS par le CEPC.

SCIPPIO arrive aujourd'hui à un niveau de maturité permettant de mener des expérimentations dans des conditions proches de son utilisation finale et de tester la totalité des fonctionnalités du système. C'est pourquoi la DSRO conduira, du 18 au 22 octobre 2004, un exercice de type AURIGE sur la plate-forme SCIPPIO du CDEF.

Cet exercice reprendra le thème de l'exercice QUADRIGE joué par la 3^e BM en décembre 2003 et mettra en œuvre une chaîne de commandement numérisée entre un PC de brigade équipé du SICF, des PC de niveau 2 équipés du SIR et SCIPPIO chargé de simuler les actions des unités sur le terrain et reproduisant les SIR des commandants d'unité.

La MICECI ou la mise en œuvre du concept RECAMP

Très tôt dans la gestion de la crise ivoirienne, il est apparu que la solution stratégique passait par une contribution militaire significative de la sous-région concernée, la CEDEAO. Cette implication multinationale des Africains a évité notamment aux forces françaises engagées d'assurer seule la gestion de la crise et donc une éventuelle dérive bilatérale ; elle s'est tout naturellement faite par la mise en œuvre du concept RECAMP. Cet engagement coordonné entre une force française et une force interafricaine aboutissant à la mise en place d'une opération de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU est un exemple concret de la validité de ce concept.

RECAMP, un concept pragmatique, ouvert et flexible

Le concept RECAMP définit les conditions dans lesquelles la France peut soutenir la démarche globale des Africains, de plus en plus soucieux d'assumer pleinement leur part dans la gestion des crises affectant leur continent. Ce concept d'essence interministérielle (MINDEF et MINAE), reconnu par l'ONU, cible les élites civiles et militaires et recouvre de nombreuses actions dans les domaines de la prévention, de la coopération, de l'entraînement et, si besoin, de l'engagement. Il est ouvert aux contributions alliées de toute nature (formation, équipement, financement) et s'applique à toute l'Afrique, francophone ou non (ainsi de l'exercice RECAMP 3 conduit en Tanzanie, ou de la participation du Ghana à la MICECI). Le concept RECAMP a su évoluer pour prendre en compte le rôle désormais majeur des organisations sous-régionales (CEDEAO, CEEAC, SADC, IGAD), dont les compétences en matière de sécurité s'affirment.

La MICECI, un exemple de mise en œuvre de ce concept

L'application du concept au cas de la MICECI a montré comment RECAMP permettait de fédérer, outre les actions françaises, celles de contributeurs alliés (Belgique, Etats-Unis, Royaume-Uni) désireux de participer à l'effort de cette organisation sous-régionale en faveur du retour à la paix en Côte d'Ivoire. Certains ont ainsi pris en compte la totalité du soutien d'un pays contributeur de la CEDEAO, d'autres ont fourni des équipements et des financements au profit de toute ou partie de la force. La France, quant à elle, a soutenu techniquement les pays francophones concernés (en déployant un DETSOUT adapté), a financé une large part du budget de fonctionnement de la force et s'est engagé tactiquement en soutien des différents contingents. La spécificité de cette opération, qui fait la spécificité de RECAMP, réside dans le fait qu'une force interafricaine a eu à opérer en coordination avec une opération française, en l'occurrence " Licorne ", relevant par exemple d'emblée cette dernière sur la LCLF (ligne de cessez-le-feu). Cette coordination de tous les instants ne reposait sur aucun lien de subordination, mais plutôt sur une approche politique et tactique commune fondée sur une résolution de l'ONU, sur une longue pratique de partenariat entre la France et les pays contributeurs de troupes et sur une volonté commune de mettre fin aux agressions. Le transfert récent de cette force sous baret bleu de l'ONU un peu plus d'un an après sa prise de déploiement sous contrôle de la CEDEAO s'inscrit aussi dans ce concept, comme en 1998, en RCA la MISAB a été "relevée" par la MINURCA.

Les perspectives d'évolution du concept

Le concept RECAMP poursuit son évolution dans trois directions principales. La démarche d'ouverture aux partenaires non "habituels", non francophones, doit se poursuivre pour renforcer l'interopérabilité de contingents de cultures militaires variées. C'est tout le sens des cycles majeurs d'exercices dirigés par la France en large collaboration avec de nombreux partenaires africains, européens, nord et sud-américains et même asiatiques. L'"européanisation" de RECAMP est aussi un axe d'évolution majeur. Il s'agit d'obtenir le soutien de l'Union européenne, puis d'apprécier les voies et les moyens de faire participer, politiquement, financièrement voire militairement, ses pays-membres, à un concept franco-africain. Cette démarche est en cours, non sans soulever de nombreuses difficultés techniques, administratives et procéduraires liées aux possibilités juridiques et au mode de fonctionnement de l'UE. Enfin, une étude sur l'évolution de la composition des parcs de matériels RECAMP pré-positionnés à Dakar, Libreville et Djibouti fait ressortir la nécessité de fournir aux Africains des moyens plus modernes, en particulier en matière de SIC ou de véhicules blindés de type VAB. Il faut aussi que ces parcs RECAMP soient désormais considérés comme un complément aux matériels nationaux des armées africaines.

Conclusion

RECAMP permet à la France et à ses alliés, aux pays africains et sans doute à terme à l'Union européenne d'affirmer le caractère multilatéral et pluridisciplinaire de toute gestion de crise en Afrique. L'engagement côte à côte de la France et de la MICECI est un exemple concret d'un concept pragmatique, mais qui poursuit son évolution au même rythme que l'évolution des pays contributeurs.

Colonel Philippe BENY, chargé d'étude à l'EMIA-FE de Creil, officier de liaison auprès de la Mission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire de février à juin 2004

Actualités DSRO

SCIPIO : premier exercice en vrai grandeur

(suite de la page précédente)

Ce premier test en grandeur réelle réalisé sur SCIPIO a pour buts de vérifier que les objectifs fixés au système sont atteints, d'orienter tant qu'il en est encore temps la version V1 - première version opérationnelle - en cours de développement et de lancer la phase de préparation de l'arrivée du système au CEPC. En effet, le déploiement d'un système tel que celui-ci suppose une préparation matérielle conséquente, une phase d'appropriation relativement longue et, parce que l'autonomie accordée aux pionniers impliquera des modifications importantes dans la manière de préparer et de conduire les exercices, une adaptation culturelle des utilisateurs.

**Chef de bataillon Martial LANGLOIS,
DSRO/Simulation opérationnelle**

Actualités CESAT/CSEM

Partenariats de l'enseignement militaire supérieur

La dernière étude du stage de la 117^e promotion du CSEM a porté sur les opérations de stabilisation. Les travaux ont été éclairés par de nombreux témoignages d'officiers en opérations :

- Licorne : colonel Maurin, commandant le 2^e REP et colonel Ancelin, commandant le 9^e RI ;
- Mamba - Artémis : colonel Laugel (bureau planification du CFAT) et colonel Paulus (CEM 9^eème BLBMA) ;
- Jacana (Afghanistan) : général (UK) Lane ;
- Iraki Freedom : colonel (UK) Iron et général (UK) Riley ;
- UNISOM II (Somalie 1993) et Kosovo : général de division de Saqui de Sannes.

En complément des travaux pratiques portant sur la communication opérationnelle, les opérations civilo-militaires et le droit en opérations ont été conduits avec l'appui d'experts du CFAT, du GIACM et d'intervenants civils.

L'exemple de la guerre d'Indochine a servi de support historique à la réflexion avec des interventions portant sur l'opération Atlante (1954) et le rôle des maquis auxiliaires.

A noter : cette campagne déjà lointaine présente des caractères étonnamment modernes (interarmistation poussée, prédominance des facteurs liés à la conquête de l'adhésion des populations ...). L'Indochine permet sans doute un champ de réflexion fertile pour les opérations de stabilisation à venir.

L'action civilo - militaire : une véritable fonction opérationnelle en appui à l'action de la force

Une fonction encore trop méconnue

Bien qu'en plein développement avec la création du GIACM en 2001 et la définition d'un concept interarmées récent, l'ACM est encore mal connue dans son rôle d'appui à l'action de la force du fait d'un amalgame entre l'expérience des Balkans et l'idée réductrice de l'assistance humanitaire en Afrique. Or, les domaines d'actions sont nombreux et couvrent aussi bien l'engagement militaire (gestion des DPR's ; RESE-VAC..) que la participation au développement économique, social ou culturel d'un pays ; au sein de l'OTAN, l'ACM regroupe 164 métiers répartis en 5 grands domaines interopérables (affaires civiles ; aide humanitaire ; infrastructure civile ; affaires culturelles et vie économique) et fait appel à des experts de la réserve ou du monde civil. C'est pourquoi cette fonction demande aux personnels d'être des professionnels reconnus du monde militaire ou civil, pour intégrer en permanence les besoins et possibilités de tous les acteurs présents sur le théâtre afin de participer à la réussite de la mission.

Une fonction aux potentialités nombreuses

Tirant principalement les enseignements de ce mandat, l'ACM est maintenant prévue dès le début d'une opération avec à la fois un élément de commandement ou de conseiller, une équipe de liaison auprès des OI/ONG et des équipes ACM auprès des bataillons. Chacun est projeté avec ses propres matériels ce qui lui confère une relative autonomie. Associée de plus en plus aux travaux de planification, l'ACM vise trois finalités : l'action humanitaire, notamment en cas d'urgence lorsque les organismes dont c'est la vocation (OI, ONG) n'ont pas encore la capacité d'intervenir ; le soutien à la force pour lui permettre d'agir mieux et d'être mieux intégrée dans son environnement ; et la participation à la reconstruction du pays. L'ACM fait sienne la phrase de Lyautey, devenue désormais célèbre : "donnez- moi un médecin et je vous rends trois bataillons".

L'intérêt d'une telle fonction au cours de l'opération Licorne

Créée au 2^e mandat, la cellule ACM ou J9 a montré sa nécessité tant par son rôle de facilitateur que d'interface avec tous les acteurs civilo-militaires présents sur le théâtre. En effet, mis à part quelques zones très limitées comme le grand ouest, il n'y avait pas de besoin humanitaire majeur en RCI. De même, la Côte d'Ivoire est un pays suffisamment riche et dont l'outil productif a été heureusement préservé au cours de cette guerre civile, si bien que les besoins en reconstruction étaient limités et que des opérateurs économiques présents suffisaient. En revanche, les ACM ont été focalisées sur l'intégration de la force, en l'occurrence des GTIA dans leur environnement respectif ; il s'agissait de gagner la "bataille des cœurs", pour montrer à tous les acteurs que la force Licorne et la MICECI étaient des forces de paix, venues pour aider le pays à sortir de la crise. Les projets ACM ont porté d'abord sur la réhabilitation immédiate d'écoles ou de maisons des jeunes occupées par les unités et ont favorisé, auprès des populations, la bonne perception de nos soldats et accru ainsi la liberté d'action des GTIA. De plus, par ses contacts permanents, l'ACM a permis au commandement une meilleure connaissance de l'environnement civil (OI, ONG, autorités politiques, opérateurs économiques) et pu initier de nombreuses actions de la communauté internationale en faveur de la force (protocoles avec l'UE ; l'UNICEF ; le CICR...). Ainsi, les unités ont pu concentrer leurs efforts sur la composante tactique de leurs missions, sans ignorer toutefois leur environnement de travail.

Lieutenant-colonel J.P. FLAUDER, commandant le GIACM et chef du J9 LICORNE (février/juin 2003)

Actualités CESAT/CSEM

Comités d'études du CSEM

(Voir le N° 2 de Héraclès pages 9 et 10).

Les résultats des travaux des stagiaires sont disponibles (sur le site Intraterre du CDES, puis du CESAT). Ils traitent des sujets suivants :

Pour les CTO (Comité de tactique et d'opérationnelle)

- **CTO n°1** - La sûreté : "Dégager les principes permanents et les modalités d'action permettant d'assurer la sûreté des unités en opérations".
- **CTO n°2** - Cas historiques et enseignements : "compendium de cas de figures tactico-opératifs à base d'événements historiques".
- **CTO n°3** - La percée allemande de 1940 : "mise en perspective des enseignements à tirer de la percée allemande et de la défense française sur la Meuse en mai 1940".
- **CTO n°4** - Importance des mouvements opératifs et tactiques : "rôle des mouvements dans les opérations, préciser les facteurs permanents d'efficacité et les conditions actuelles du succès dans ce domaine".
- **CTO n°5** - Le "contrôle en surface" : "Rechercher, à partir d'épisodes passés de la guerre d'Indochine - et des nombreux RETEX rapportés à l'actualité, des enseignements dans les domaines de la pensée militaire en général et de la tactique. Développer les constantes et les possibilités d'innovation dans ce domaine".
- **CTO n°6** - La problématique proche-orientale au travers de la situation géopolitique du Liban et de la Jordanie.
- **CTO n°7** - Aide à la planification opérationnelle : "identifier et exprimer les besoins de la division PLAN du CFAT en matière d'outils d'aide à la décision adaptés à la planification opérationnelle [...]".

Pour les CREDOC (Comité de recherche et d'études de doctrine)

- **CREDOC n°8** - "Établir, dans le cadre de l'engagement des armées de terre US et GB en IRAQ, une synthèse des enseignements recueillis dans le domaine logistique et notamment des conséquences d'un conflit asymétrique sur l'organisation générale du système de soutien".
- **CREDOC n°9** - "Définir la phase de stabilisation des opérations : Préparation, planification et organisation au niveau d'une composante terrestre (LCC) d'une phase de transition en vue de mener des opérations de stabilisation après un conflit".
- **CREDOC n°10** - " Dans le cadre de l'étude " action terrestre future ", approfondir l'annexe Modes d'action ".

suite page suivante